



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRÊTÉ N° 389-DDPP-16

portant autorisation d'exploiter un élevage de 550 veaux de boucherie et de bovins d'engraissement

Le Préfet de la Loire

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article R.512-54,

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme national d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime d'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande d'autorisation d'exploiter un élevage de plus de 400 bovins d'engraissement déposée par Monsieur Jean-Louis Delorme, gérant du GAEC de la Chalamelle à Chambéon, le 12 mai 2015 en sous-préfecture de Montbrison aux fins de régularisation de son activité,

VU l'enquête publique menée du 5 janvier 2016 au 5 février 2016 et le rapport du commissaire enquêteur,

VU les avis des services,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 13 juin 2016,

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours de sa séance du 29 août 2016 ;

VU l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

Considérant que les modifications apportées à l'élevage bovin du GAEC de la Chalamelle sur la commune de Chambéon dans le cadre de l'évolution normale de son activité, sont notables du fait de l'augmentation des effectifs,

Considérant que les modifications apportées aux installations et à la gestion de l'activité sont de nature à entraîner des dangers et inconvénients nouveaux pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement, et qu'elles sont en conséquence considérées comme substantielles,

Considérant que ces modifications notables et substantielles sont soumises à la délivrance d'une autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1.1 : BÉNÉFICIAIRES ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Exploitants titulaires de l'autorisation

Messieurs Jean-Louis, Daniel et Arnaud Delorme, gérants du GAEC de la Chalamelle sis " La Chalamelle " 42 110 Chambéon sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Chambéon au lieu-dit " La Chalamelle ", un élevage de 550 veaux de boucherie et bovins d'engraissement.

Les exploitants sont responsables de leurs installations ainsi que de la gestion de leur activité.

Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le présent arrêté abroge les actes administratifs antérieurs suivants :

- Arrêté préfectoral N° 18.221 du 28 avril 1998 portant autorisation d'exploiter un élevage de 85 vaches laitières et leur suite.

ARTICLE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Titulaire de l'installation	Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
GAEC de la Chalamelle	2101	1-a	A	élevage de veaux de boucherie et de bovin d'engraissement	400	animaux	550

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

ARTICLE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION INITIALE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans joints en annexe 1a, 1b et 1c et aux données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par les exploitants. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.4 : DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 1.5 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 - Modifications apportées aux installations :

Toute modification apportée par le demandeur à ses installations, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 - Equipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.4 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.5 - Cessation d'activité

Lorsque une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- les produits dangereux et les déchets sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées ;
- les cuves et fosses ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des ouvrages enterrés et semi-enterrés, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
- les silos et cuves de stockage des céréales et grains sont vidangés, démantelés et évacués.
- les bâtiments d'élevage sont mis en sécurité (clôture ou démantèlement des installations).
- Il est procédé à l'insertion du site de l'installation dans son environnement.

ARTICLE 1.6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 1.7 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : IMPLANTATION ET AMENAGEMENT DE L' INSTALLATION

ARTICLE 2.1 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la bonne gestion des effluents et déchets issus de l'exploitation, en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que pour réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.2 : PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les dispositions de cet article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des élevages en fonctionnement régulier, qu'aux nouveaux bâtiments d'élevage ou à leurs annexes nouvelles. Elles ne s'appliquent pas lorsque l'exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité.

La distance d'implantation par rapport aux habitations des tiers, aux locaux habituellement occupés par des tiers, aux terrains de camping agréés ou aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ne peut toutefois pas être inférieure à 15 mètres pour les créations et extensions d'ouvrages de stockage de paille et de fourrage et toute disposition doit être prise pour prévenir le risque d'incendie.

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; une dérogation est toutefois admise pour l'installation de l'unité de méthanisation de la SAS DELORME DEVELOPPEMENT qui utilise les effluents du GAEC pour la production de biogaz et qui se situe sur le site même de l'élevage.
- à au moins 35 mètres des puits et forages (sans préjudice des prescriptions et distances découlant des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable), des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 2.3 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition ne s'applique pas dans les bâtiments d'élevage en litière accumulée.

Les aliments stockés à l'extérieur sont couverts d'une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

ARTICLE 2.4 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Les exploitants prennent les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer ses installations dans le paysage. L'ensemble est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les exploitants prennent les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés et points d'eau. Notamment, la haie implantée au sud de l'exploitation ne devra pas être détruite.

Les abords de l'installation sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). Le dépôt ou l'abandon de matériel usagé est interdit.

ARTICLE 2.5 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

Les exploitants luttent contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 2.6 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Déclaration et rapport

Les exploitants sont tenus de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par les exploitants à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.7 : DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Les exploitants doivent établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- une copie du plan d'épandage de la SAS DELORME, des modalités de calcul de son

dimensionnement et le cahier d'épandage des digestats et fumiers,

- le registre des risques, contenant un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données sécurité des produits dangereux ou toxiques détenus sur le site, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les suites données à ces vérifications.
- le plan des réseaux de collecte des effluents,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.),
- le registre d'élevage régulièrement mis à jour sur lequel il recense chronologiquement les données sanitaires zootechniques et médicales relatives aux animaux élevés. Il veille à ce que tout vétérinaire mentionne sur ce registre les éléments relatifs à ses interventions dans l'élevage. La durée minimale pendant laquelle les ordonnances doivent être conservées est conforme à la réglementation en vigueur,
- le stock d'animaux avec tous les justificatifs, factures, bons de livraisons relatifs aux transactions des animaux (entrées et sorties), les relevés d'équarrissage,
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage au site de traitement, ainsi que ceux de réception des digestats,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 3 : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 3.1 : PRINCIPES DIRECTEURS

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Notamment, les stockages d'ammonitrate et de gaz seront éloignés des matières combustibles.

ARTICLE 3.2 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 3.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie. Notamment, un espace réservé d'au moins 32 m² stabilisé sera réservé au niveau de la ligne d'aspiration de la réserve d'incendie.

Article 3.2.2 - Protection contre l'incendie

Article 3.2.2.1 - Protection interne

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre dans l'élevage.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3.2.2.2 - Protection externe

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau, accessible en toute circonstance, d'au moins 120 m³, destinée uniquement à l'extinction et toujours maintenue en eau, est réalisée.

Article 3.2.2.3 - Numéros d'urgence

Doivent être affichés à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée de chaque élevage, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas d'accident ou de sinistre, pour assurer la sécurité des personnes et la sauvegarde de l'établissement.

ARTICLE 3.3 - INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les cinq ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.

Lorsque les exploitants emploient du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données de sécurité ainsi que les justificatifs des vérifications et entretien effectués sur les matériels techniques et électriques sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement.

ARTICLE 3.4 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 3.5 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 3.5.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5.2 - Rétentions

Tout stockage de produits liquides inflammables ou tout autre produits toxique ou dangereux pour l'environnement est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des effluents d'élevage.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 3.5.3 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 3.5.4 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les exploitants veillent à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les installations sont abondamment pourvues d'eau sous pression. L'eau utilisée est celle du réseau d'irrigation pour l'abreuvement des animaux, traitée par filtration et peroxydation.

L'eau du réseau d'adduction public est utilisée pour les locaux à usage de bureau et d'habitation

Un compteur d'eau volumétrique propre à l'élevage est installé sur chacune des conduites d'alimentation en eau de l'installation. L'exploitant tient l'état des consommations annuelles d'eau à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum la consommation d'eau de l'exploitation.

Article 4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Les ouvrages de distribution de l'eau sont équipés d'un dispositif de disconnexion à zone de pression réduite contrôlable, ou tout autre dispositif assurant une efficacité équivalente contre tout retour et pollution du réseau.

Celui-ci fait l'objet d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire (Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé) selon les conditions fixées par le code de la santé publique. Il est installé dans un endroit accessible de façon à être à l'abri de toute possibilité d'immersion. Il est maintenu en bon état de fonctionnement et vérifié annuellement par un organisme compétent. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.2 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier qui peut être celui de l'unité de méthanisation de la SAS DELORME DEVELOPPEMENT.

En tout état de cause, le débit de rejet des eaux pluviales au milieu naturel ne dépassera pas 5l./s/ha, conformément à la règle n°5 du SAGE Loire en Rhône-Alpes

ARTICLE 4.3 : GESTION ET STOCKAGE DES EFFLUENTS

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les sols des couloirs et quais de chargement sont bétonnés et étanches.

La conduite d'élevage se fait intégralement sur aire paillée. Les litières sont évacuées en totalité pour traitement par l'unité de méthanisation présente sur le site.

En cas de stockage « tampon », en attente de traitement, les ouvrages sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages est strictement interdit.

En cas d'indisponibilité de l'installation de méthanisation, les ouvrages sont dimensionnés pour permettre de stocker la totalité des effluents produits pendant six mois au minimum pour le fumier et six mois et demi pour les autres effluents. Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Les aires de reprise des effluents aux abords des ouvrages de stockage sont correctement aménagées, leur surface et leur résistance sont suffisantes pour permettre des manœuvres faciles avec les engins mécaniques, sans dégradation du terrain, il ne doit pas se produire sur ces aires d'accumulations excessives d'eau et de boues.

TITRE 5 : LES EPANDAGES

ARTICLE 5.1 : RÈGLES GÉNÉRALES

L'exploitation prend en charge l'épandage des digestats issus de l'unité de méthanisation SAS DELORME DEVELOPPEMENT, à raison de 2595 t par an qui seront soumis à épuration naturelle par le sol et son couvert végétal sur une surface estimée à 171.23 hectares de surface potentiellement épandable. La liste des parcelles concernées figure en **annexe 2** du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Afin de correspondre au plus près aux besoins réels des cultures ou des prairies concernées, une analyse de la teneur en azote et phosphore du digestat importé est réalisée avant la campagne culturale n+1.

Les résultats d'analyses sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et du repreneur.

La dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

ARTICLE 5.2 : DISTANCES MINIMALES DES ÉPANDAGES VIS À VIS DES TIERS

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage du digestat et, d'autre part, toute habitation de tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées **à 50 mètres dans tous les cas (cultures, terres nues, prairies) quel que soit le dispositif utilisé pour l'épandage et le délai d'enfouissement.**

ARTICLE 5.3 : MODALITÉ D'ÉPANDAGE

Article 5.3.1 - Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement du digestat provenant de la SAS DELORME DEVELOPPEMENT. En cas d'indisponibilité de l'unité de méthanisation, les effluents d'élevage peuvent cependant être éliminés par épuration par le sol, après consultation et accord de l'inspection des installations classées.

Les apports de phosphore sous forme minérale sont interdits dès lors que le bilan est excédentaire en phosphore.

Les modalités d'épandage sont définies par l'arrêté du 19 décembre 2011 sus-visé.

Le stockage de digestat au champ est interdit.

Article 5.3.2 - Le plan d'épandage

Les épandages réalisés pour le compte de la SAS DELORME DEVELOPPEMENT se font conformément au plan d'épandage fourni par cette entreprise.

Les exploitants disposeront d'une copie de ce plan d'épandage régulièrement tenu à jour, notamment avec les résultats d'analyse des digestats fournis, mentionnant a minima les teneurs en azote, en phosphore et en potasse.

Article 5.3.3 - Epandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers (sans préjudice des prescriptions et distances découlant des périmètres de protection des captages d'Alimentation en Eau Potable) ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins ;
- Sur les légumineuses, sauf exception prévue par l'arrêté du 19/12/2011 sus-visé.

Article 5.3.4 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, est tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

ARTICLE 5.4 : MISE À DISPOSITION DE PARCELLES POUR L'ÉPANDAGE POUR UN TIERS

La mise à disposition de parcelles pour l'épandage pour des tiers fait l'objet d'un contrat liant le producteur d'effluents à l'exploitant qui valorise les effluents. Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Ce contrat fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épandue,
- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage,

- La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

ARTICLE 5.5 – COMPATIBILITÉ AVEC SDAGE ET SAGE

Les exploitants s'assurent du respect du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne, notamment son point 3B-2 relatif à l'équilibre de la fertilisation phosphorée, et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Loire.

Le débit de rejet des eaux pluviales respecte le point 4.2 du présent arrêté.

TITRE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 6.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère y compris diffuses.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagés et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'exploitation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 6.2 : ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

Les exploitants prennent les mesures appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont équipés d'un système d'aération. Des mesures complémentaires pourront être imposées aux exploitants en cas de nuisances avérées.

ARTICLE 6.3 : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les exploitants doivent prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Les exploitants respectent par ailleurs l'arrêté préfectoral n°2003-416 prescrivant la destruction obligatoire de l'ambrosie.

TITRE 7 : DECHETS

ARTICLE 7.1 : PRINCIPE

Limitation de la production de déchets

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

ARTICLE 7.2 : GESTION

Article 7.2.1 - Séparation des déchets

Les exploitants effectuent à l'intérieur de leur établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 7.2.2 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Les exploitants éliminent ou font éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Ils s'assurent que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Les déchets constitués par les aiguilles usagées à l'issue des traitements d'animaux sont quantifiés. Les exploitants s'assurent de leur élimination dans des installations classées autorisées. Pour cela, une convention de reprise et de traitement est établie avec le prestataire de service (installation d'incinération ou de pré-traitement de désinfection) qui émet un bon de prise en charge à chaque remise de déchets. La convention et les bons d'enlèvement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants établissent un bilan annuel par grand type de déchet récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.3 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Tout brûlage de déchet est interdit

Article 7.2.4 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Les animaux morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

TITRE 8 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 8.1 LES NIVEAUX DE BRUIT

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'installation est conforme aux dispositions prévues dans l'arrêté du 20 août 1985, relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

Les niveaux de bruit ne doivent pas excéder, en limite de propriété, les valeurs suivantes :

Points de mesure	Jour 7h à 20 h	Période intermédiaire 6h à 7h / 20h à 22h dimanches et jours fériés	nuit 22h à 6h
en limite de propriété	50 dB (A)	45 dB (A)	40 dB(A)

ARTICLE 8.2- LES ÉMERGENCES

L'émergence définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	EMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception

de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 9 : DIVERS

ARTICLE 9.1 – CONTRÔLES ET ANALYSES

L'inspection des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles des analyses ou des études acoustiques soient effectués par un organisme indépendant dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces interventions sont à la charge des exploitants.

ARTICLE 9.2 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Les bénéficiaires de cette autorisation se conformeront aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9.3 - AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHAMBEON pendant une durée minimum d'un mois.

Madame le maire de CHAMBEON fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence du GAEC de la Chalamelle.

ARTICLE 9.4 - APPLICATION

Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame le maire de Chambéon, Madame la directrice de la direction départementale de la protection des populations de la Loire, l'inspecteur de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le **21 SEP. 2016**
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

TITRE 10 – ECHEANCIER

TITRE 10 – ECHEANCIER

Dans un délai de 3 mois suivant la notification de cet arrêté, les exploitants :

- installeront une réserve d'eau destinée à la lutte contre l'incendie et permettant un débit d'au moins 60 m³/h pendant 2 heures sera installée ;
- équiperont la fosse de récupération des eaux blanches et des jus d'ensilage d'un système d'aération permettant de limiter les phénomènes de fermentation à l'origine de nuisances olfactives ;
- feront procéder à la vérification de la conformité de ses installations électriques et en transmettra les justificatifs à l'inspection ;
- feront installer un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur à l'arrivée du réseau alimentant l'élevage.

Copie adressée à :

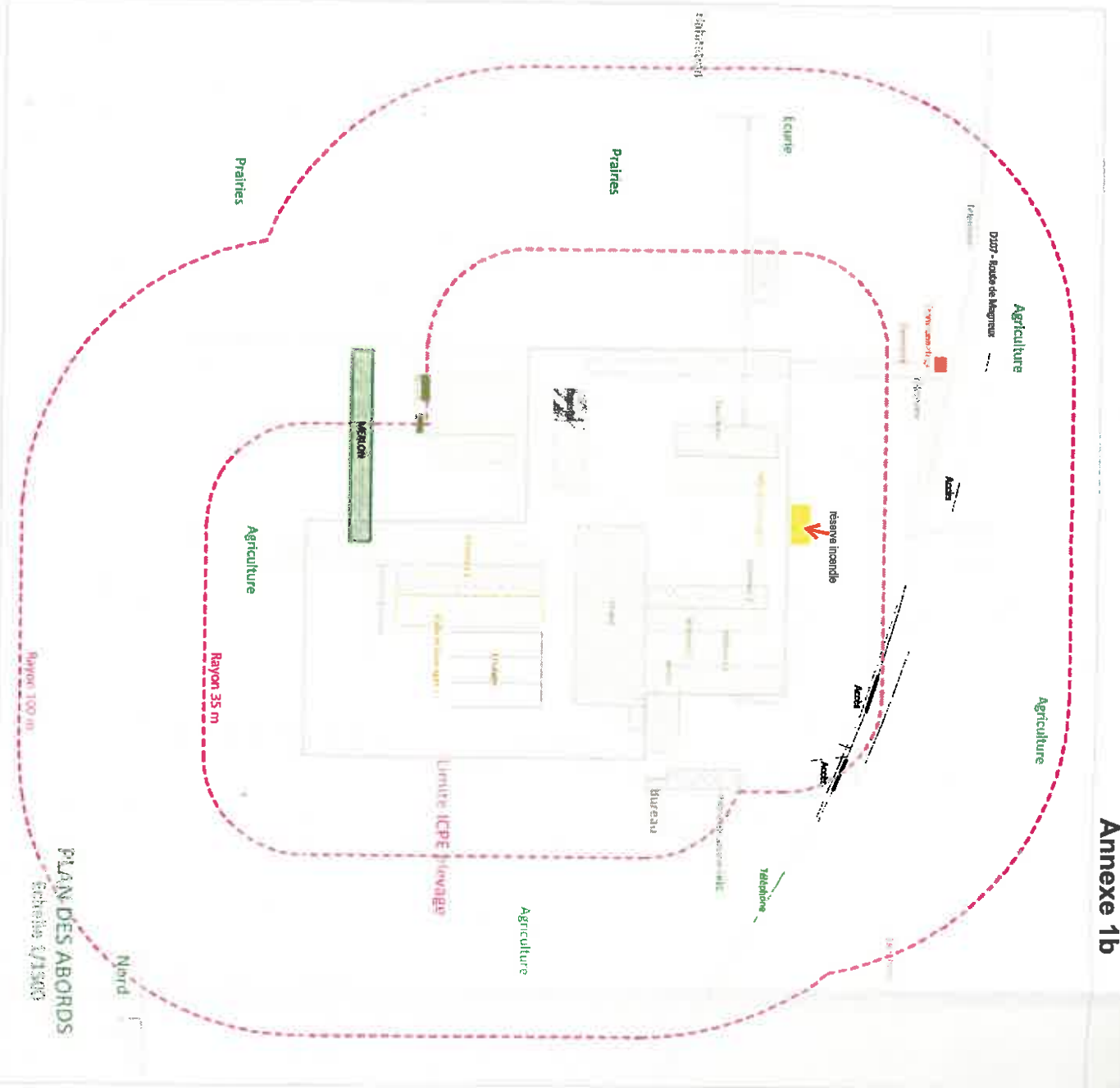
- GAEC de la Chalamelle

La Chalamelle

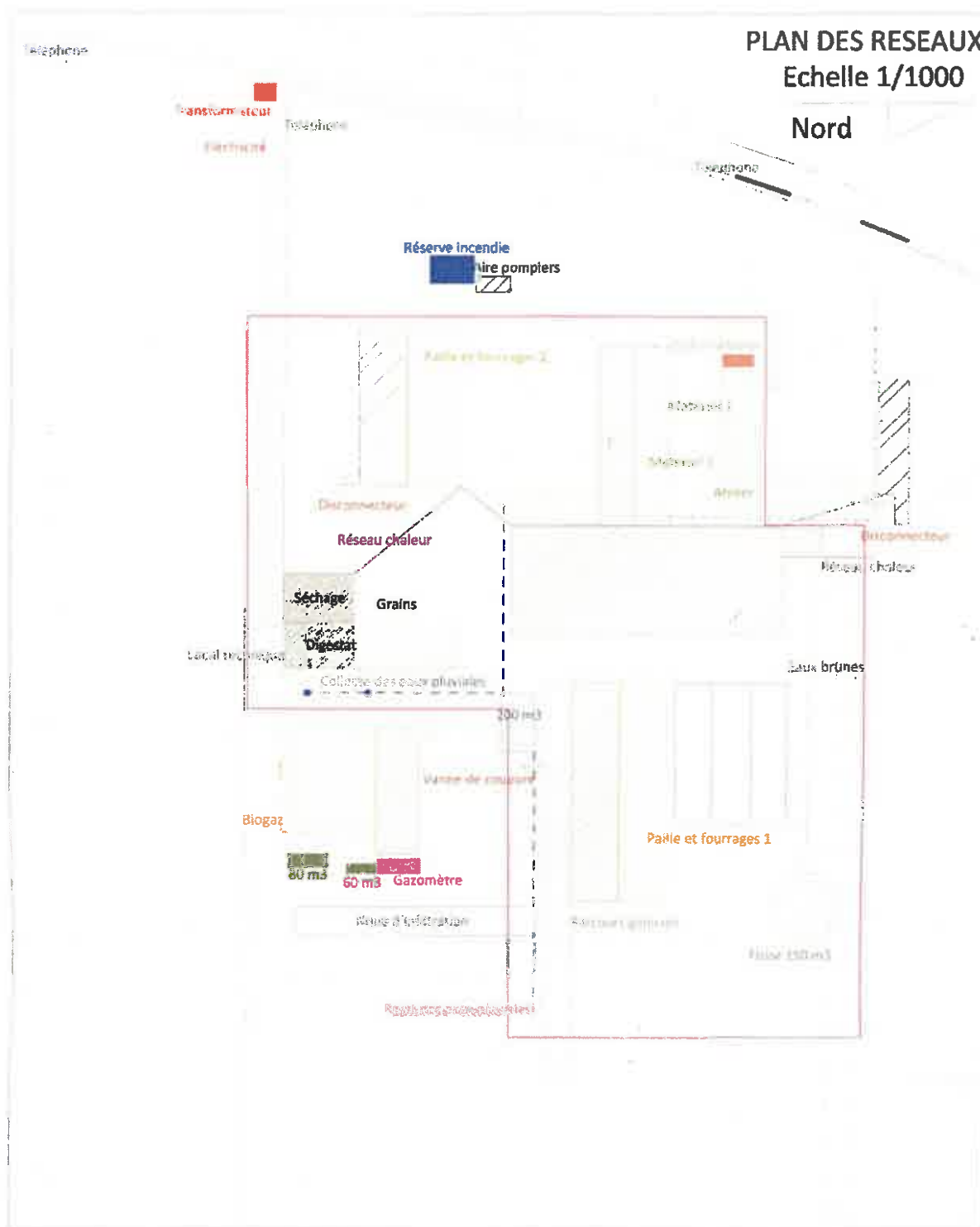
42110 CHAMBEON

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON
- Madame le maire de CHAMBEON
- Archives
- Chrono

Annexe 1b



Nord



Surfaces engagées par exploitation et par flot

ANNEXE 2

Exploitation : GAEC de Chalmelle de CHAMBEON

N° flot	N° unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épanchées ha	Motif (non épanché)	Surfaces épanchées ha
1	1	CHAMBEON	Prairies permanentes	1.30	0.15	HYDCP	1.15
	2	CHAMBEON	Cultures	1.68			1.68
	3	CHAMBEON	Cultures	6.98	1.08	HYDCP	5.92
	4	CHAMBEON	Prairies permanentes	20.26	3.45	HYDCP, HAB	16.81
2	1	CHAMBEON	Cultures	11.92	1.71	HAB	10.21
3	1	CHAMBEON	Cultures	18.51	1.03	HYDCP	17.48
4	1	CHAMBEON	Cultures	8.98	0.40	HYDCP, HAB	8.58
5	1	CHAMBEON	Cultures	7.49			7.49
6	1	CHAMBEON	Prairies permanentes	0.31	0.27	HAB	0.04
	2	CHAMBEON	Cultures	2.27	0.01	HAB	2.26
7	1	CHAMBEON	Cultures	16.76	0.88	HYDCP, HAB	15.88

Conditions d'application : Régime : IC - Installation classée

Effluent : Fumier compact sauf volatiles

Méthode ou délai d'enfouissement : enfouissement dans les 24 h

Date de création : 12 janvier 2012

Plan d'épandage de GAEC de Chalamelle, commune de CHAMBEON

N° lot	N° unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Moiti non épandables	Surfaces épandables ha
8	1	CHAMBEON	Cultures	7.20	0.30	HYDCP	6.90
9	1	CHAMBEON	Cultures	2.88	0.36	HAB	2.52
	2	CHAMBEON	Prairies permanentes	1.95	0.39	HAB	1.56
10	1	MAGNEUX- HAUTE-RIVE	Cultures	1.97	0.17	HAB	1.80
11	1	MAGNEUX- HAUTE-RIVE	Cultures	2.20	0.26	HYDCP	1.94
12	1	CHAMBEON	Cultures	5.19	0.48	HYDCP	4.71
13	1	FEURS	Cultures	0.84	0.01	HAB	0.83
14	1	PRECIEUX	Prairies permanentes	14.72	2.60	HYDCP	12.12
17	1	MAGNEUX- HAUTE-RIVE	Cultures	7.75	0.04	HYDCP	7.71
18	1	CHAMBEON	Cultures	20.38	0.35	HAB, HYDCP	20.03
19	1	CHAMBEON	Cultures	8.79	1.12	HYDCP	7.67
20	1	CHAMBEON	Cultures	6.52			6.52
22	1	CHAMBEON	Prairies permanentes	0.76	0.27	HYDCP	0.49
	2	CHAMBEON	Cultures	5.15	1.57	HYDCP	3.58

N° lot	N° unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
24	1	CHAMBEON	Cultures	4.74			4.74
29	1	CHAMBEON	Cultures	1.45	1.09	HYDCP, HAB	0.36
30	1	MAGNEUX- HAUTE-RIVE	Cultures	0.26			0.26
Total				189.20	17.97		171.23

Conditions d'application : Régime : IC - Installation classées

Effluent : Fumier compact sans volatiles

Méthode ou délais d'enfouissement : enfouissement dans les 24 h

